

Togo : «Les causes de la crise sont toujours là»

En dépit d'une relative accalmie depuis les législatives de décembre 2018 au Togo, les risques d'un regain de tension politique sont bien réels. Comlan Prosper Deh, présent à Paris à l'occasion d'une réunion du Réseau œcuménique sur le Togo qui s'est tenue au Défap, met en garde : «Les mois qui viennent, marqués par l'organisation de la prochaine élection présidentielle, risquent d'être déterminants.»



Comlan Prosper Deh à Paris, à l'issue de la réunion des partenaires du Réseau œcuménique sur le Togo © Cevaa

Quel bilan peut-on tirer de cette réunion à Paris des membres du Réseau œcuménique sur le Togo ?

Comlan Prosper Deh, coordinateur du PA0ET (Projet d'Accompagnement Œcuménique pour le Togo) : Cette réunion à Paris était la première depuis longtemps. Le

Réseau œcuménique sur le Togo se réunit une année sur deux au Togo, et l'autre année dans l'un des pays dont viennent les partenaires du projet : dernièrement, c'était souvent l'Allemagne. Nous avons été heureux de l'accueil réservé par Jean-Luc Blanc, qui nous a mis dans de bonnes conditions pour travailler, et qui nous a réaffirmé son engagement en faveur du Togo. Nous estimons aussi que la Cevaa et le Défap restent des membres importants du Réseau œcuménique sur le Togo, même s'ils ne contribuent pas actuellement au budget du PAOET. Cela implique que la solidarité qui existe entre les membres du réseau n'est pas uniquement liée aux finances : il s'agit plus de témoigner leur soutien envers le peuple du Togo.

L'objet de cette rencontre était de faire le point sur les activités menées par le PAOET depuis mai 2018 – date de la dernière rencontre. Il s'agissait aussi d'échanger sur la situation politique du Togo et sur les défis qu'elle pose. Et de plancher sur les grandes lignes du prochain programme triennal du PAOET, qui démarre au 1er juillet 2019. Il s'agissait enfin de revenir sur l'état financier du PAOET. Participaient à cette réunion le Défap, la Cevaa, Pain pour le Monde, la Mission de Brême, DM-échange et mission mais aussi le Conseil œcuménique des Églises. Sans oublier bien sûr les deux Églises du Togo : l'EEPT et l'EMT, toutes deux membres de la Cevaa, et les responsables du PAOET. Compte a été rendu du processus de recrutement d'un nouvel Accompagnateur œcuménique lancé depuis janvier 2019. Plusieurs noms ont été soumis à l'appréciation du réseau. Le prochain Accompagnateur œcuménique prendra ses fonctions début juillet 2019 ;

s'ouvrira alors une période de tuilage pour faciliter ce changement à la tête du projet.

Que peut-on dire actuellement de la situation politique du Togo ?

Pour aller plus loin :

- [Togo : une brève histoire du PAOET](#)
- [Togo : les Églises Évangélique et Méthodiste demandent le report des législatives](#)
 - [Togo : une délégation interreligieuse à la rencontre du facilitateur de la CEDEAO](#)
 - [Fiche d'Église : l'EEPT](#)
 - [Fiche d'Église : l'EMT](#)

Comlan Prosper Deh : Les élections législatives se sont tenues le 20 décembre. Avant cela, la feuille de route de la CEDEAO, approuvée par les chefs d'État d'Afrique de l'Ouest réunis à Lomé le 31 juillet 2018, avait été rendue publique. Elle comportait diverses recommandations, notamment en matière de réformes constitutionnelles et institutionnelles : parmi elles, un scrutin présidentiel à deux tours, une limitation du nombre de mandats présidentiels à deux, la réforme de la Cour constitutionnelle, dont les membres devraient être élus pour un seul et unique mandat de sept ans. Figurait aussi dans ces recommandations une réforme de la CENI, la Commission électorale nationale indépendante, pour y intégrer les membres de l'opposition. Les chefs d'État de la CEDEAO ont également recommandé un recensement électoral général,

ainsi que le vote des Togolais de la diaspora, et des mesures d'apaisement, avec la remise en liberté des personnes arrêtées lors des manifestations politiques.

La mise en oeuvre de ces recommandations a connu beaucoup de difficultés. Je citerai deux exemples : la question de la recomposition de la CENI et le recensement général.

- en ce qui concerne la CENI, contrairement à ce qui avait été demandé par les chefs d'État de la CEDEAO, les députés de l'Assemblée nationale, dominée par le parti du chef de l'État togolais, n'ont pas voulu voter pour que des représentants de l'opposition y soient présents. À la place, l'Assemblée a voté pour qu'y siègent des représentants de l'Union des Forces du Changement (UFC), un parti qui est membre du gouvernement mais qui continue à se revendiquer de l'opposition. Il a fallu l'intervention du président du Ghana, le président Nana Akufo-Addo, facilitateur de la crise togolaise, pour obtenir un vote de l'Assemblée favorable à cette réforme. Mais les représentants de l'opposition finalement désignés pour siéger à la CENI n'y sont jamais allés : leurs partis ont estimé qu'ils ne devaient pas prêter serment devant la Cour constitutionnelle, dont ils contestaient la composition. Il fallait donc, selon eux, procéder d'abord à la réforme de la Cour constitutionnelle.
- en ce qui concerne le recensement, il a été organisé de façon unilatérale, sans participation des partis de l'opposition, puisqu'ils ne

siégeaient pas à la CENI ; or c'est la CENI qui est le maître d'œuvre de ce recensement. Il y a donc de fortes suspicions sur la fiabilité de la liste électorale telle qu'elle a été établie.

C'est dans ces conditions qu'ont été organisées les élections législatives du 20 décembre. De nombreuses organisations de la société civile, mais aussi des représentants de diverses confessions religieuses – catholiques, protestants, musulmans – ont estimé que les conditions n'étaient pas réunies pour aller voter. Il fallait à leurs yeux d'abord procéder aux réformes, afin de s'assurer qu'il n'y aurait pas de contestation après les élections. Pour ces organisations et ces confessions religieuses, aller aux élections dans ces conditions ne pouvait apaiser la crise togolaise ; pire, cela risquait de déboucher sur de nouvelles violences, dans la mesure où l'opposition voulait empêcher la tenue du scrutin. Ce sont ces préoccupations qui ont amené les confessions religieuses à solliciter une audience auprès du président ghanéen, facilitateur de la crise togolaise. Une délégation s'est rendue à Accra : elle comprenait des représentants de la conférence des évêques du Togo ; des représentants de l'EMT et de l'EEPT, assistés par le PAOET ; un représentant de l'association des cadres musulmans ; un représentant de la Conférence des Églises de toute l'Afrique (CETA). Elle a été reçue le 15 décembre. L'objectif de cette rencontre était de sensibiliser le chef de l'État ghanéen sur les risques d'explosion liés à la tenue des législatives le 20 décembre et de demander le report de ces élections pour privilégier les réformes et le dialogue entre les

partis politiques en présence. Malgré la bonne écoute dont il a témoigné, le président Nana Akufo-Addo n'a pu infléchir la décision du gouvernement togolais. Les élections ont donc bien eu lieu le 20 décembre ; boycottées par l'opposition, elles ont été marquées par une participation très faible (autour de 15% selon l'opposition, de 59% selon la CENI) ; et elles ont provoqué une recomposition de l'Assemblée nationale.

Le gouvernement a procédé récemment à la mise en liberté définitive ou provisoire d'un certain nombre de personnes détenues suite à des manifestations politiques. Des dissensions sont apparues dans le camp de l'opposition ; la mobilisation populaire face aux mots d'ordre de l'opposition semble avoir baissé. Mais on aurait tort de croire que la crise togolaise est finie. Car les causes qui l'ont créée sont toujours là : absence de réformes ; sentiment de l'existence de fortes inégalités et injustices sociales ; sentiment d'avoir affaire à un pouvoir qui refuse l'alternance. Les contestations peuvent donc reprendre. On peut aussi assister à une restructuration de l'opposition... Les mois qui viennent, marqués par l'organisation de la prochaine élection présidentielle, risquent d'être déterminants. Rien n'est résolu, en dépit de cette accalmie.

Quelle est la vision des Églises pour sortir de la crise togolaise ?

Comlan Prosper Deh : Pour les Églises, il faut continuer à œuvrer pour que la crise togolaise qui

perdure trouve une fin pérenne. Il faudrait :

- mettre en œuvre les réformes recommandées par la CEDEAO ;
- mettre en œuvre l'ensemble des recommandations de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) ;
- continuer les mesures d'apaisement et poursuivre la libération des personnes encore détenues en relation avec la crise politique ;
- procéder à la restructuration de la CENI de façon non seulement à faire de la place pour la coalition de l'opposition, mais aussi à envisager pour l'avenir une CENI technique, à l'abri de l'influence des partis politiques ;
- reprendre le recensement électoral, de façon à ce que les citoyens qui n'avaient pas pu, ou pas voulu s'inscrire, puissent le faire ;
- faire auditer le nouveau fichier qui sera ainsi obtenu par des experts, notamment ceux de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ;
- envisager des mesures pour assurer à ceux qui sont au pouvoir qu'un changement à la tête du pays ne débouchera pas sur une chasse aux sorcières. Dans ce sens, on peut envisager des mesures d'immunité ;
- sensibiliser les hommes politiques sur le fait que les réformes institutionnelles ne devraient pas être perçues comme la victoire d'une partie des Togolais sur une autre, mais plutôt comme l'avancement de l'ensemble du pays vers un avenir plus démocratique.

Go to Togo : un stage interculturel pour 24 pasteurs

Pendant une dizaine de jours, du 4 au 14 mars, un groupe de 24 pasteurs français et togolais participe à un stage de la CPLR, organisé avec le Défap, et axé sur l'accompagnement pastoral des familles. L'occasion de confronter des visions et des pratiques entre deux pays et deux continents où les Églises sont amenées à se positionner face aux évolutions des modèles familiaux.



Douze pasteurs de France et douze du Togo ; tous réunis durant une dizaine de jours sur le sol togolais pour une session de formation axée sur les évolutions familiales et leur accompagnement pastoral... Cette rencontre interculturelle et ces échanges hors des cadres habituels sont organisés par la CPLR (la Communion luthéro-réformée), en collaboration avec le Défap, qui a envoyé sur place deux des membres de son équipe : Jean-Luc Blanc et Tünde Lamboley. La formation se déroule du 4 au 14 mars, avec les Églises évangélique presbytérienne et méthodiste du Togo. «Étapes de vie, mariages et naissances, vie de couple et grand âge, notre pratique pastorale nous fait témoins de vie et d'itinéraires familiaux,

annonce le programme. Comment nos Églises se situent-elles vis-à-vis des évolutions familiales ? Comment l'accompagnement pastoral se dessine-t-il au cœur de ces réalités diverses ?» Et surtout, quelles sont les convergences et les différences dans les évolutions et les pratiques pastorales dont pourront s'enrichir à la fois les pasteurs français et togolais ?

Fruit d'une initiative commune de l'Église évangélique presbytérienne du Togo (EEPT) et du Défap, ce stage CPLR s'inscrit dans le prolongement de la réflexion lancée par la Cevaa à travers son Action Commune «Familles, Évangile et cultures». Parmi les intervenants, on trouve Corina Combet Galand, bibliste et ancienne professeur en Nouveau Testament à l'Institut Protestant de Théologie de Paris ; Franck Agbi Awume, professeur en Nouveau Testament à la Faculté d'Atakpamé, au Togo ; ainsi que des acteurs de terrain.

Ne pas confondre la CPLR et le CPLR

Pour aller plus loin :

- [Togo : «Les causes de la crise sont toujours là»](#)
- [Défap et CPLR : une relation au service de la mission](#)
- [La Communion luthéro-réformée : perceptions et attentes \(Paru dans Information Evangélisation n°1 de mars 1994\), par Jean-Paul Willaime](#)
- [Luthériens et réformés hier et aujourd'hui, conférence du 27 janvier 2013 au Temple de la rue de Maguelone à Montpellier, par André Gounelle](#)
- [La concorde de Leuenberg : ses enjeux pour nos Églises et notre communion \(Paru dans Information Evangélisation n°1 de mars 1994\), par André Birmelé](#)
 - [Le site de la de la CEPE \(Communion d'Églises protestantes en Europe\)](#)
 - [Retour sur l'historique de la de la CEPE sur le site de la Fédération Protestante de France](#)
 - [La charte de la formation permanente des pasteurs](#)

Plus qu'un organe de formation, la CPLR est une communion d'Églises entre l'Église protestante unie de France et l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine. Si ses actions touchent à la formation permanente des pasteurs, elles concernent aussi la catéchèse et

la coordination des représentations dans des instances œcuméniques nationales et internationales. La CPLR est héritière directe du CPLR (Conseil Permanent Luthéro-Réformé), dont l'existence avait en fait précédé les créations à la fois de l'UEPAL et de l'EPUdF. Créé en 1972 et lui-même issu d'une instance de dialogue dite «des Quatre bureaux», le Conseil Permanent Luthéro-Réformé réunissait alors quatre Églises protestantes de France, à savoir l'ERF (Église réformée de France), l'EELF (Église évangélique luthérienne de France), l'EPCAAL (Église protestante de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine) et l'EPRAL (l'Église protestante réformée d'Alsace et de Lorraine). Un rapprochement qui s'inscrivait dans un contexte européen de dialogue entre Églises de traditions luthérienne et réformée, dont la traduction la plus visible s'était manifestée dès 1970 par la signature de la Concorde de Leuenberg, texte d'accord théologique reprenant les grandes questions des sacrements (Baptême et Cène) et des ministères.

Les domaines d'intervention de la CPLR (formation, mission...) ont poussé depuis de nombreuses années à des rapprochements avec le Défap, service missionnaire des Églises luthéro-réformées (même si l'une des Églises membres du

Défap, l'[UNEPREF](#), n'a pas de liens avec la CPLR). Si la formation initiale des pasteurs est assurée par la [faculté de Strasbourg](#) en Alsace-Moselle, et par l'[Institut Protestant de Théologie](#) pour la « France de l'intérieur », la formation permanente, élément essentiel de la vie des pasteurs, est gérée depuis longtemps en commun grâce à la CPLR. Pour le Défap, il s'agissait de promouvoir les thèmes de la missiologie et les préoccupations liées à la mission dans le cadre de cette formation continue. Après diverses expériences d'échanges de pasteurs (par exemple, un pasteur français pouvait partir un mois au sein d'une Église béninoise, et en retour, un pasteur béninois pouvait venir en France), expériences qui se heurtaient souvent à la difficulté de rendre les pasteurs disponibles durant une période aussi longue, le Défap a décidé de s'insérer dans les stages de formation de la CPLR. Avec l'idée d'organiser tous les deux ans un stage en commun Défap-CPLR, le Défap s'occupant de l'animation internationale. C'est ainsi qu'ont été mis sur pied des stages au Sénégal, au Cameroun, au Maroc... Concrètement, le rôle du Défap est celui de facilitateur, en assurant les liens entre Églises côté français, ainsi que les liens Nord-Sud entre partenaires.

Ce stage CPLR intervient alors que s'achève à

peine la visite en France de représentants de ces deux Églises (l'EEPT et l'EMT), avec lesquelles les Églises de France sont en lien. Ils étaient rassemblés au Défap dans le cadre d'une réunion du Réseau œcuménique sur le Togo, qui a donné lieu à un bilan des activités du PAOET (Projet d'Accompagnement Œcuménique pour le Togo), plateforme de médiation socio-politique à laquelle sont parties prenantes à la fois l'EEPT et l'EMT. À cette occasion, le pasteur Mawusi Akotia, élu en mai dernier comme modérateur du Synode de l'EEPT, a rencontré la pasteure Emmanuelle Seyboldt, présidente du Conseil national de l'Église protestante unie de France.

Désirons être élèves du Christ !

Méditation du jeudi 28 février 2019. Nous prions pour notre envoyée au Timor oriental.



© Maxpixel

Jésus leur parla encore avec des images : « Un aveugle ne peut pas conduire un autre aveugle, n'est-ce pas ? Sinon, ils tomberont tous les deux dans un trou. Aucun élève n'est supérieur à son maître ; mais tout élève complètement instruit sera comme son maître. Pourquoi regardes-tu le brin de paille qui est dans l'oeil de ton frère, alors que tu ne remarques pas la poutre qui est dans ton oeil ? Comment peux-tu dire à ton frère : « Mon frère, laisse-moi enlever

cette paille qui est dans ton oeil», toi qui ne vois même pas la poutre qui est dans le tien ? Hypocrite, enlève d'abord la poutre de ton oeil et alors tu verras assez clair pour enlever la paille de l'oeil de ton frère. »

« Un bon arbre ne produit pas de mauvais fruits, ni un arbre malade de bons fruits. Chaque arbre se reconnaît à ses fruits : on ne cueille pas des figues sur des buissons d'épines et l'on ne récolte pas du raisin sur des ronces. L'homme bon tire du bien du bon trésor que contient son coeur ; l'homme mauvais tire du mal de son mauvais trésor. Car la bouche de chacun exprime ce dont son coeur est plein. » Luc 6,39-45



© *Maxpixel*

En ce début de son ministère Jésus se fait connaître comme maître spirituel, mais à sa façon, qui n'a rien d'ésotérique. En même temps qu'il a appelé et réuni autour de lui des disciples, il se retrouve souvent au milieu de la foule, il guérit des malades et des possédés, il enseigne les commandements, il utilise des paraboles et des images pour bien se faire comprendre, et également des dictons chargés de bon sens et de sagesse universelle. Ainsi de l'aveugle qui ne peut conduire un autre aveugle, du bon arbre à

bons fruits et du mauvais arbre à mauvais fruits, de l'homme bon au bon trésor et de l'homme mauvais au mauvais trésor. On peut entendre en tout cela une édification morale de base, certes toujours utile et nécessaire, mais pas vraiment originale.

En revanche on retiendra avec attention les propos suivants:

« Un élève n'est pas supérieur à son maître mais un élève complètement instruit est égal à son maître. » Ainsi Jésus promet à tous ceux qui le suivent et reçoivent vraiment son enseignement, pas simplement de les garder dans son troupeau, mais d'en faire des bergers comme lui. Les disciples deviendront des apôtres, des envoyés. Si l'on y songe bien cette égalité est époustouflante : les pécheurs que nous sommes, avec nos limites et nos petitesse, sont appelés à devenir comme le maître. Évidemment il peut y avoir risque d'orgueil et tentation de domination sur les autres. Comme le jugement sur autrui en est l'arme favorite, Jésus nous prévient avec cette

fameuse parabole de la paille et de la poutre: gardez une juste conscience de vous-mêmes pour avoir une juste conscience des autres. Si vous vous perdez dans le jugement des uns et des autres, si vous chargez de fiel votre bouche, la communauté sera détruite.

Alors ne l'oublions pas: le maître nous appelle à devenir ses amis, ses envoyés! Réjouissons-nous de cette merveilleuse dignité qui nous est proposée à tous !



Nous prions pour notre envoyée au Timor oriental.

*Je ne crois pas
Que je puisse confesser ma foi
Sans la vivre*

*Je ne crois pas
Que l'homme puisse*

*Enfermer Dieu
Dans une confession de foi.*

*Je crois que Jésus
Est le visage humain de Dieu*

*Je crois
Que le futur de Dieu
Avec nous
Est plus important
Que notre passé
Avec
Ou sans
LUI.*

*Pasteur Jan Krans, Ndoungué (Cameroun)
dans : Expressions de foi de l'Église
universelle*

De Beyrouth à Paris, le quotidien des «couloirs humanitaires»

Aéroport de Roissy, 26 février : 24 réfugiés syriens en provenance du Liban arrivent via les «couloirs humanitaires», dont 11 enfants. Ils sont aussitôt pris en charge pour être hébergés. Cette arrivée, la dernière en date, est le résultat d'une coordination entre Paris et Beyrouth : elle implique le travail au Liban d'associations chargées de préparer les dossiers et d'accompagner les familles avant leur départ, mais aussi la mobilisation en France de nombreux bénévoles pour les accueillir.



Départ de Beyrouth de sept familles syriennes, 26 février 2019 (Soledad André, envoyée du Défap, est la deuxième à droite) © Communauté de Sant'Egidio

Sept familles, soit en tout 24 personnes, dont 11 enfants. Ce petit groupe de réfugiés syriens est arrivé à Paris au cours de la journée du 26

février, accueilli à Roissy par un comité de représentants des associations impliquées dans le programme des «couloirs humanitaires». Auparavant, ces familles avaient été accompagnées jusqu'à l'aéroport de Beyrouth par les équipes chargées de la constitution de leur dossier auprès de l'ambassade de France – parmi lesquelles figure [Soledad André](#), envoyée du Défap et chargée de mission pour la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP). Désormais, ces réfugiés vont être pris en charge en France par des bénévoles qui vont s'occuper de leur accueil et de leur hébergement.

L'arrivée de ces sept familles est la dernière en date dans le cadre du programme des «couloirs humanitaires», directement inspiré d'un exemple italien associant la Fédération des

Églises évangéliques italiennes et la communauté catholique de Sant'Egidio. Il a pour objectif l'accueil, sur 18 mois, de 500 personnes vulnérables se trouvant actuellement dans les camps au Liban, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique. Il est régi par un protocole d'entente signé à l'Élysée et qui associe les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Églises : la Fédération protestante de France, la Fédération de l'Entraide protestante, la Conférence des évêques de France et le Secours catholique – Caritas France. Une alternative légale aux «voyages de la mort» à travers la Méditerranée...

La FEP recherche des

solutions d'hébergement

Pour aller plus loin :

- [Liban : accompagner les réfugiés](#)
- [«On n'empêche pas l'humanité de se mouvoir»](#)
- [La plateforme protestante pour l'accueil des réfugiés](#)
- [Les couloirs humanitaires, qu'est-ce que c'est ?](#)
[Explications sur le site de la FPF](#)
- [Accueil des réfugiés : le modèle italien, article sur le site de la Cevaa](#)

L'Église Protestante Unie de France (EPUdF) et l'UEPAL (Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine) ont incité leurs paroisses à accueillir ces réfugiés sitôt après leur arrivée en France. La Fédération de l'Entraide Protestante coordonne leur accueil et leur accompagnement au sein des foyers et paroisses protestants. Elle a d'ailleurs relancé récemment un appel :

la FEP recherche des solutions d'hébergement partout en France pour des capacités d'accueil variables (de 1 à 10 personnes : couples avec des enfants, familles nombreuses, etc.), et répondant aux critères suivants :

- les hébergements proposés doivent être décents, équipés et accessibles en transports en commun, disponibles pour une durée de trois mois minimum, et garantissant une intimité suffisante aux personnes accueillies ;**
- des groupes d'accueil disposant de capacités humaines et financières suffisantes pour accompagner les personnes accueillies dans leurs premières démarches administratives et leur parcours d'insertion (environ 9 mois) doivent être constitués.**

Ci-dessous, Isabelle Yard, présidente du collectif d'accueil de Combas, témoigne de son engagement en tant qu'hébergeur :

Depuis le début de la guerre civile en Syrie, au cours de l'année 2011, plus de 5,6 millions de personnes ont fui le pays, selon les chiffres du HCR (le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'Onu). Les plus jeunes étant les plus

vulnérables : les enfants syriens vivent la plus grave crise humanitaire au monde, selon le fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef), qui déplore des milliers de morts, de blessés, de handicapés et de traumatisés. Selon les Nations Unies, pas moins de 731 000 enfants syriens sont actuellement privés d'école. Les trois pays ayant accueilli le plus grand nombre de ces réfugiés sont la Turquie, le Pakistan et le Liban. Les pays européens, pour leur part, contrôlent leurs frontières et n'acceptent les demandes d'asile qu'au terme de procédures longues, complexes, le plus souvent illisibles pour les nouveaux arrivants. Alors que le Liban, avec ses 4 millions d'habitants, accueille environ 1,5 million de réfugiés, l'UE dans son ensemble a accepté 538 120 demandes d'asile en 2017 (un tiers provenant de Syriens),

dont 60% pour la seule Allemagne. La France, deuxième pays accueillant le plus de réfugiés en Europe, n'a accepté que 40 575 demandes ; l'Italie 35 130.

Une situation qui interroge toutes les Églises européennes

Et pendant que sont établies des procédures régulières d'asile, la fermeture des frontières européennes empêche les réfugiés de faire valoir leurs droits à ces mêmes procédures. Ce qui pousse à l'ouverture de «routes de l'exil» de plus en plus dangereuses. La «route des Balkans» est aujourd'hui considérée comme infranchissable. Celle via la Méditerranée, marquée par de multiples naufrages de bateaux surchargés, est de plus en plus

étroitement surveillée : les garde-côtes libyens, contre des versements financiers de l'Italie, empêchent les réfugiés de traverser la mer. Avant de les diriger vers des centres d'internement où règnent des conditions de vie catastrophiques et où sont perpétrées quotidiennement les pires violations des droits humains. Sur les 5 386 migrants morts ou disparus sur leur route de l'exil en 2017 dans le monde, 3 119 l'ont été lors du passage de la Méditerranée, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Une situation qui, au-delà de l'Italie et de la France, interroge toutes les Églises européennes, dont beaucoup ont commencé à s'engager en faveur d'un accueil plus humain des réfugiés. Dernières en date, les Églises de Suisse (pays membre de l'Espace

Schengen, donc directement lié en matière d'immigration aux décisions de l'UE) ont lancé un appel aux autorités politiques. Intitulé «Des voies sûres pour sauver des vies», il a été formulé par l'Entraide protestante suisse (EPER), œuvre voulue et fondée par les Églises réformées. L'EPER et l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) ont remis au Conseil fédéral cette pétition munie de plus de 38 000 signatures. Désormais, la balle est dans le camp du Conseil fédéral : c'est à lui qu'il revient d'agir avec les cantons, en augmentant le contingent annuel des réfugiés à 10 000 dans le cadre du programme de réinstallation.

Ci-dessous, quelques images du départ de Beyrouth et de l'arrivée à Roissy des sept familles syriennes accueillies

le 26 février en France :

Nouvelles d'Haïti en pleine «Operation Lockdown»

Le pays est paralysé depuis le 7 février par une série de manifestations et de barrages : un mouvement, baptisé «Operation Lockdown Haiti», qui vise à contraindre le président Jovenel Moïse à la démission. En ce 20 février, la tension commence à peine à décroître et les habitants à ressortir de chez eux. Conséquences directes de cette crise : un blocage de toute l'activité économique et une

aggravation des pénuries, qui n'épargnent ni les hôpitaux, ni les écoles. Le Défap, en lien notamment avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation.



Une rue de Port-au-Prince, septembre 2015 @ Défap

À Port-au-Prince, en ce 20 février, beaucoup d'habitants vivent encore

cloîtrés à leur domicile. Se déplacer est difficile : les grands axes sont bloqués par des barrages. Depuis le 7 février, et le lancement de «l'Operation Lockdown Haiti» par des manifestants qui réclament la démission du président Jovenel Moïse, tout le pays tourne au ralenti. Même si les manifestations violentes des derniers jours marquent une accalmie dans la capitale haïtienne, les problèmes récurrents d'approvisionnement rendent le quotidien de plus en plus pesant. Des pénuries de carburant, d'eau, d'électricité... auxquelles s'ajoutent l'inflation qui fait grimper en flèche le prix des denrées de base : il y a quelques mois, un dollar américain équivalait à environ 71 gourdes (la monnaie haïtienne). Maintenant, c'est plutôt 85. Conséquence directe : un paquet de riz qui valait 35 gourdes se vend désormais à 60. Beaucoup

d'Haïtiens ne peuvent tout simplement plus se nourrir.

Dans un rapport en date du 17 février, le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) dresse le bilan suivant : «Les blocages des routes, les manifestations et les dommages à certaines infrastructures, mairies, stations services, banques et marchés (le marché de la Croix-des-Bossales à Port-au-Prince a brûlé) ont entraîné l'arrêt partiel ou total des activités économiques (...) et impactent sérieusement le fonctionnement des services publics comme les hôpitaux, les maisons d'enfants, les prisons (...) Les écoles du pays ont été totalement fermées depuis le début de la crise (...) Plusieurs hôpitaux ont alerté l'opinion publique sur leurs difficultés d'approvisionnement (...) et certaines

prisons font face à des ruptures de stocks de nourriture ou d'eau, de même que des maisons d'enfants.»

Appels à l'apaisement

Pour aller plus loin :

- [L'actualité du Défap en Haïti](#)
- [Haïti : les raisons de la crise](#)
- [PLATEFORME HAÏTI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France](#)

Le Défap, en lien notamment avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation. La Mission Biblique souligne ainsi l'étendue des troubles qui, au-delà de la capitale Port-au-Prince, paralysent les principales villes du pays : «Dans le Nord à Port-de-Paix [région déjà touchée par un séisme le 6 octobre], et Béraca (La Pointe des Palmistes) il n'y a plus de connexion internet depuis plus d'une semaine, les liaisons téléphoniques sont aussi

difficiles et le manque de carburant pénalise fortement l'alimentation électrique avec les groupes électrogènes pour l'hôpital Béraca.»

Parmi les partenaires du Défap membres de la Plateforme Haïti, la FEPH (la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti) alerte tout particulièrement sur l'impact de ces troubles sur la scolarité des enfants. «Tous ces évènements, indépendants de la volonté de nos enfants», souligne la FEPH dans un communiqué, «entraînent de graves conséquences dans leur éducation et leur adaptation sociale. Alors que, l'éducation en situation d'urgence, de crise ou de post-crise, est envisagée à la fois comme un « outil de protection des enfants contre toute forme d'exploitations » et un dispositif essentiel pour « répondre aux besoins psycho-sociaux des enfants et véhiculer

des messages de paix et de réconciliation », la FEPH lance un vibrant appel aux protagonistes afin de permettre aux enfants de reprendre effectivement le chemin de l'école dans les plus brefs délais.» Elle appelle à «créer un environnement respectueux des droits de l'enfant.»

En ce 20 février, la FEPH a toutefois pu reprendre ses activités et son personnel est en poste. France Volontaires souligne pour sa part que «de plus en plus de voix se font entendre au niveau de la société civile haïtienne pour appeler à l'apaisement», en notant «depuis lundi 18 février, une relative accalmie au niveau des manifestations ainsi qu'une reprise timide des activités sur Port-au-Prince.»

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

Refonder la mission

Suite de notre dossier «Mission : refondation !» : nous publions cette semaine un texte de Thomas Wild, rédigé en mai 2018, qui fait partie des apports aux réflexions lancées actuellement au Défap sur la mission. L'auteur s'y interroge sur le sens de la mission aujourd'hui, dans un contexte qui a fortement évolué ; sur ses réalisations, ce qu'elle implique au niveau des Églises, l'état des réflexions lancées au niveau international, ainsi que sur ce que peuvent être ses fondements aujourd'hui.



***Façade du Défap au 102 boulevard
Arago, à Paris © Défap***

«Refonder la mission»

***le Président actuel du Conseil du
Défap, le pasteur Joël Dautheville
a ainsi intitulé l'éditorial du
trimestriel diffusé auprès des
Églises du Défap en ce mois
d'avril de 2018. La question se***

pose pour tous les organismes missionnaires occidentaux, particulièrement pour ceux issus des Églises dites historiques, Églises qui peinent à se survivre et à transmettre la Bonne Nouvelle à la génération suivante. Je me suis senti provoqué par ce terme de refondation : dans ma vie de pasteur, qui pour l'essentiel se confond avec ma vie tout court, les relations missionnaires ont toujours joué un rôle important. En toute modestie, j'essaie ici de partager quelques idées sur la refondation du Défap et des organismes missionnaires du protestantisme historique en France (ce qui limite quelque peu le champ).

Comment prétendre évangéliser au loin lorsque c'est si difficile au près ? Car, quand même, l'ADN (comme on dit aujourd'hui pour parler de ce qui est essentiel) des organismes missionnaires reste la transmission et le partage de l'Évangile ! Refonder la mission, car la représentation d'un monde en noir et blanc, telle que je l'ai connue dans mon enfance, n'est plus de mise ! Il n'y a plus les chrétiens civilisés / occidentaux / blancs d'un côté et de l'autre les sauvages / barbares / païens ! en fait, c'est vrai depuis longtemps (dès 1966, le Conseil œcuménique des Églises parlait de «mission sur les six continents», dès 1970, la majorité

des chrétiens sur le plan mondial vivait dans le sud de la planète), mais les clichés ont la vie dure ! Alors que souvent, ce sont les ressortissants des anciens champs de mission qui viennent donner un coup de jeune aux Églises historiques du Nord !

Quelle mission ? Sortir du contexte colonial

Pour aller plus loin :

- [Mission : Refondation !](#)

Refonder la mission, mais quelle mission ? Celle cherchant à amener une conversion personnelle à Jésus Christ ? Celle visant à témoigner de Jésus-Christ et de son projet ici et ailleurs ? Celle mettant au centre le marginal (l'une des

affirmations centrales de la théologie de libération) ? Celle consistant à chercher avant tout à assurer la survie de sa propre Église, avec le souci prioritaire de transmettre l'Évangile à la prochaine génération, à maintenir ce que l'on tient pour acquis (en bâtiments, en statut juridique dans la société, en image de marque) ?

Pourquoi faudrait-il poursuivre l'œuvre de l'ACO, du Défap et de la Cevaa ? N'ont-elles pas fait leur temps ? N'a-t-on pas perdu l'élan initial ? Qu'est-ce qui amènent ces Églises particulières du Nord et du Sud à avoir un projet missionnaire commun ? A

leur origine, des membres des Églises du Nord se sont senties appelées à apporter l'Évangile à des personnes en situation de détresse absolue : la mission de Paris et les grands organismes missionnaires du Nord ont vu le jour parallèlement aux campagnes pour l'abolition de l'esclavage, au début 19e siècle, et se sont épanouies aux alentours de la conférence de Berlin (1870) qui inscrivait dans la conscience collective la supériorité de l'Occident, qui se croyait pourvu d'une mission civilisatrice sur le reste du monde, ce qui sera la colonisation de l'Afrique. L'ACO, un siècle plus tard, est issue d'un mouvement de solidarité avec

les arméniens survivant du génocide dont ce peuple avait été la victime de la part de ce qui subsistait de l'empire ottoman. La situation n'est plus la même.

Durant mes études, un professeur de Tübingen avait émis l'hypothèse que l'indépendance des «jeunes» Églises était un problème pour les organismes missionnaires occidentaux. C'est bien le cas. Le Nord perd une grande partie de son pouvoir, ce qui va mal avec ses complexes de supériorité issus d'une représentation de soi discutable. Et il faut dire que s'il y a eu des missionnaires visionnaires, visant du fond de leur cœur et de leur intelligence

l'émergence d'une Église autonome, bien d'autres ont pris comme évidente la supériorité occidentale, et ont fait durant des décennies, en bonne collaboration avec leurs dirigeants européens, la pluie et le beau temps dans leurs champs de mission. Cela n'est plus acceptable au 21e siècle. Et devant cette évolution, la motivation côté donateurs européens baisse.

Plutôt que de parler de problème, il vaudrait mieux parler d'une évolution inéluctable, oui souhaitable. La mission, le partage de l'Évangile, n'a pas pour but de reproduire une

relation de type colonial, où celui qui bénéficie de la solidarité reste à vie dépendant ! Mais une fois que des Églises sont implantées, peut-on parler de mission accomplie ? C'est un peu la philosophie et la stratégie de bon nombre d'organismes missionnaires (surtout anglo-saxons). Une fois l'Église locale implantée, ces organismes quittent l'Église et la laissent se débrouiller.

Parfois, la séparation est douloureuse ! J'ai été le témoin indirect d'un conflit entre une Église latino-américaine, ayant choisi ses propres voies, et se voyant interdire l'accès de

l'église construite par l'organisme missionnaire qui l'avait fondée, en raison de ces choix ! En d'autres lieux, il y a eu des transferts de responsabilités, comme lorsque la SMEP a «récupéré» les champs de mission anglais à Tahiti, Madagascar, en Nouvelle Calédonie, et allemand au Togo et au Cameroun (entre autres).

Souvent, lorsque l'Église dispose de suffisamment de cadres formés dans ses rangs, lorsqu'elle bénéficie d'une dynamique et d'une place reconnue dans la société, les relations avec la mission «mère» s'estompent, aussi (et peut-être surtout) lorsqu'il n'y a

plus de missionnaires (collaborateurs fraternels-collaboratrices, envoyés-envoyées). En discutant avec des responsables du Synode Arabe (NESSL), j'ai ainsi entendu les récits de telles relations moribondes. Certes, les cadres arabes reçoivent encore des invitations pour les AG et autres moments importants, eux-mêmes en envoient, mais personne n'y va...

Certains organismes missionnaires, notamment d'origine américaine, mais surtout de nombreux individus prenant des initiatives individuelles, poussent ce modèle jusqu'à la caricature : j'ai ainsi vu agir une «missionnaire»

américaine en Turquie, qui avait appris le turc, dont le but était de convaincre des chrétiens à demander le baptême, et qui, allant de village en village, une fois les gens baptisés, considérait sa mission comme accompli, le St Esprit devant terminer le travail !

Au-delà de cette caricature, il faut reconnaître une certaine cohérence à ce modèle. Il n'est pas sans rappeler cette scène clé du film «Gandhi» : lorsque le grand artisan de l'indépendance de l'Inde demande aux Européens qui le soutiennent de le quitter. Désormais, ce sera aux indiens de se prendre en main !

Phénomène analogue à celui du passage à l'âge adulte : lorsqu'un enfant grandit, il arrive un moment pour les parents de le laisser aller pour qu'il trouve sa propre voie. En est-il de même dans notre questionnement ?

Mission et communion mondiale des Églises / des chrétiens

La Cevaa, le Défap (enfants de la Société des Missions Évangéliques de Paris), la London Missionary Society, l'ACO et bien d'autres organismes ont choisi un autre chemin que celui de la séparation radicale : ces organisations font le pari qu'Églises mères et

Églises filles assurent désormais ensemble leur tâche de témoignage. Côté orthodoxe et catholique, le processus sera similaire, avec une «indigénisation» des Églises.

En 1972 (année de la création du Défap et de la Cevaa), on n'imaginait pas qu'un jour les relations allaient connaître une évolution aussi radicale, et qu'en l'espace de deux générations, Églises mères et Églises filles allaient suivre des voies de plus en plus indépendantes. Mais aussi que les Églises mères allaient s'affaiblir et les Églises filles procéder elles-mêmes à leur extension, aussi en Europe ! Parallèlement à la recherche d'un

nouveau souffle pour ces relations, les Églises elles-mêmes allaient créer des postes pour les relations internationales (en France du moins – en Allemagne, les postes s'appellent «Mission und œkumene») (1).

Lorsque l'ACO Fellowship est fondée en 1995, on reste modeste : la solidarité avec les protestants libanais (sortant à peine d'une guerre civile qui a marqué le pays), iraniens (confrontés à une persécution qui continue) et syriens (entre temps confrontés à une situation horrible) unit des protestants hollandais, suisses et français, même si leur contribution reste modeste par

rapport à celle des grands organismes américains. Mais qu'en sera-t-il lorsque les grandes crises du Proche Orient se seront apaisées ? Le «mission statement» d'ACO Fellowship, rédigé en 2011, met l'accent sur la solidarité entre chrétiens en Orient et Occident, leur demandant de vivre la communion en Christ par des liens vivants et une vraie solidarité concrète.

Les théologiens (déclarations de la FLM, du COE, du groupe de Lausanne) ont apporté leur contribution, mettant en avant un certain nombre d'affirmations fortes.

À savoir :

1. Que la mission était inscrite dès le départ dans l'être trinitaire de Dieu.
2. Qu'une Église était missionnaire ou n'était pas.
3. Que la mission devait avoir lieu en paroles ET en actes (prédication + diaconie)
4. Que la mission devait continuer, et porter les préoccupations en matière de justice, d'environnement (justice climatique), d'égalité : ainsi, on verra son domaine s'étendre aux luttes de libération (théologie de la libération d'Amérique Latine, combat pour l'indépendance – Nouvelle Calédonie, lutte contre le racisme – USA, contre

la drogue, lutte pour la paix,
etc...

5. Et aujourd'hui, l'un des enjeux est la place de la femme dans l'Église, et la lutte contre les discriminations harcèlements dont elles sont victimes. Si le combat ne fait pas débat en Europe / aux USA, il en est tout autrement dans des contrées où le statut inférieur de la femme est inscrit dans les mœurs et les traditions, ou partagé avec la religion majoritaire

Mais à force d'embrasser tous les combats pour un monde meilleur et plus juste, la mission «extérieure» (qui nous préoccupe pour le Défap et l'ACO) a perdu sa

visibilité.

Car malheureusement, les affirmations fortes ne répondent pas à la question de la «refondation» de la mission dans l'Église. À force d'élargir les contours de la mission extérieure, ceux-ci deviennent flous. Et concernant le travail «diplomatique» des directions d'Églises, qui parfois double le travail identique des organisations missionnaires elles-mêmes. Les déclarations peuvent aussi s'appliquer au travail social réalisé par les Églises européennes localement (2) comme le travail social réalisé au loin.

Des missions accomplies

Il est frappant de constater que le document publié par la Mission de Bâle (aujourd'hui Mission 21) l'occasion de 200^e anniversaire dit en couverture : *«Pionniers, globe-trotters, constructeurs de ponts – en route pour un autre monde, une autre vie, les missionnaires comme voyageurs»*. Elle contient en 4^e de couverture des hommages louant la mission de Bâle sur sa contribution au développement, au commerce équitable, à l'entreprenariat, à ses luttes pour la promotion de la femme, de la paix, à un œcuménisme horizontal. Elle dit les effets en Suisse du témoignage des

missionnaires, aussi la manière dont la mission a modifié l'image de l'homme (et de la femme) du Sud. Jusqu'à l'institut de médecine tropicale de Tübingen qui loue les relations partenariales avec elle. Chaque fois, au-delà de la «mission» elle-même (et je suppose que pour les auteurs de ces éloges, c'est là la quintessence de l'annonce de l'Évangile), les témoins parlent des conséquences concrètes de l'Évangile, de concrétisations de son annonce, et non d'évangélisation directe. Même si l'Évangile ne se transmet pas de manière chimiquement pure, mais passe par des gestes d'agapè (dans le sens de 1 Corinthiens 13).

La question de la refondation devient encore plus aigüe devant un tel constat : une fois que la société devient consciente la nécessité de l'action humanitaire, prend en charge les besoins médicaux de base, accepte le principe du commerce équitable, inscrit dans ses lois l'égalité homme femme, etc..., le rôle de pionnier de la mission dans ces domaines spécifiques devient sans objet. Je me souviens d'une séance du Conseil du Défap où comme perspective à long terme de l'engagement du Défap n'apparaissait plus que la formation théologique. Est-ce vraiment la spécificité de la mission ? D'une autre manière, en

Suisse, le DM a du mal à exister face à EPER, l'organisation de développement : une volonté d'être professionnel dans les secteurs du développement et de l'aide humanitaire (EPER) appauvrit considérablement le champ d'action de cet organisme missionnaire.

UEPAL 2017

Je consacre ici un paragraphe à mon Église. L'UEPAL, dans son organisation interne, a inscrit la dynamique missionnaire dans la partie «diaconie», et non dans celle «évangélisation». Il faut dire que l'organisation est complexe, et due à l'histoire compliquée de la région. L'UEPAL

est culturellement marquée par sa proximité avec l'Allemagne et la Suisse. Dans la phase pionnière de la mission du début du 19^e siècle, elle va soutenir aussi bien la mission de Bâle que celle de Paris, et plus tard celle de Hermannsburg, issue du réveil luthérien. Début du 20^e siècle naît l'ACO. Lorsqu'en 1971-1972, l'intégration de la réalité missionnaire dans l'organisation de l'Église est décidée, l'UEPAL suivra un chemin original : elle se dotera d'un service missionnaire, chargé de coordonner l'aide aux différents partenaires, en centralisant progressivement les finances.

**Dernière évolution en date :
l'UEPAL est allée vers une gestion
de ces relations en une relation
d'aide à des projets des
partenaires mission, en fondant
son modèle sur celui des
organisations de développement.
Cela montre la difficulté de
formuler de manière claire quelle
est en ce 21e siècle, dans un
monde globalisé comme jamais
auparavant, la spécificité de la
mission extérieure de petites
Églises minoritaires (par rapport
aux autres Églises, par rapport
aux autres religions, dans des
pays très fortement laïcs, a-
religieux si ce n'est de manière
militante anti-religieuse).**

Lorsque l'UEPAL a décidé (sans grande concertation préalable) de scinder son soutien à Défap/Cevaa en deux soutiens distincts, c'était pour mieux maîtriser son soutien mission comme soutien à des projets concrets. Cela se comprend dans une logique de soutien à projets. Mais ainsi disparaissent des dimensions fondamentales de la création de ces deux organismes : l'unité du protestantisme français dans cette dimension de mission extérieure, et la vision d'une mission globale au sein de l'Église Universelle. Il apparaît qu'il y a une relève de génération, et que «l'histoire sainte» des origines de Défap/Cevaa ne fonctionne plus

pour cette nouvelle génération.

Si besoin était, cette situation particulière montre qu'il y a urgence à refonder la mission dans le protestantisme français !

Quelques textes théologiques

Le COE, Édimbourg 1910 – 2010

Édimbourg 1910 représentait un tournant de la mission : les organismes missionnaires prenaient conscience de la nécessité de collaborer entre elles justement en raison de l'Évangile un

annoncé, de faire une place aux Églises émergentes du Sud, pourtant pratiquement pas représentées, et allait initier la suite des rencontres internationales entre missions protestantes. Un organisme qui existait donc avant le Conseil œcuménique des Églises !

Édimbourg 2010 à mes yeux, et cela n'engage que moi, est par certains côtés très décevant. «L'appel commun» qui est issu de ce rassemblement est visiblement un texte où les attentes des uns et des autres sont compilées. Il souligne une nouvelle fois l'origine trinitaire de la mission, le côté mondial de la

chrétienté, sa vocation à travailler à résoudre les conflits, à réconcilier et à se réconcilier avec la création, à faire de la place à toutes les minorités, etc...

Tout cela dans une communion missionnaire internationale et interculturelle, très riche pour ceux qui ont le privilège d'assister à des temps forts qui la réunissent, mais qui peine à se concrétiser dans la vie quotidienne de nos paroisses...

**«Ensemble vers la vie –
Nouvelles pistes pour**

la mission» – le document du COE 2013 (3)

Le Conseil œcuménique des Églises a produit un nouveau document sur la mission en 2013.

Il n'est pas facile à résumer : j'y relève un paradoxe, d'un côté, il est une fois de plus rappelé que la «missio dei» est ancrée dans l'être trinitaire de Dieu (paragraphe 1-3), ce qui est son centre, mais suit une insistance sur une mission sous la direction de l'Esprit Saint et une autre insistance sur le fait que la mission se fait souvent aux marges des structures humaines que sont les Églises établies.

Ce qui interroge toute communauté de croyant, et aussi tout croyant : qu'est qui est central et qu'est-ce qui est périphérique ? Le document prend bien acte du fait que dans un monde globalisé, il n'y a plus de centre de périphérie dans le sens géographique du terme. Ce qui est perturbant pour une vision claire ! Et pour moi, certes mettre en question le schéma centre / périphérie, le centre commandant ce qui se passe à la périphérie est juste et justifié (surtout lorsque l'on traite de plus ceux des marges avec mépris et condescendance), donner pour autant un rôle messianique aux exclus et marginaux mène également

à des impasses. L'histoire (des décolonisations, des indépendances) nous a bien montré que les opprimés d'un jour peuvent devenir des oppresseurs pires que ceux qu'ils remplacent !

Un autre point fort (pour moi) est de rassembler de manière critique et bien plus exhaustive les problèmes globaux que doit affronter le monde ! Évidemment, cela perturbe quelque peu les chrétiens trop bien adaptés aux choix discutables des sociétés dont ils sont membres (4), choix qui sont à l'origine d'un certain nombre de ces problèmes. Il y a des consensus nationaux ou culturels qui demandent à être

revus et corrigés à la lumière de l'Évangile ... et aussi tout simplement pour permettre la survie de l'humanité dans des conditions à peu près décentes sur notre petite planète.

Ce n'est ni évident ni facile : mais où ailleurs que dans la chrétienté mondiale, est-il possible de se parler fraternellement et de s'entendre, de chercher des voies pour résoudre les énormes problèmes du monde, sachant qu'ultimement, nous avons le même père et devrions aller vers plus de fraternité, dans un premier temps entre nous, sans oublier le monde entier qui aspire à la délivrance !

Du côté évangélique (déclarations de Lausanne, de Manille, du Cap)

**Le monde évangélique (dans le sens
«evangelical» - anglais /
evangelikal – allemand) part du
constat que si la chrétienté reste
la communauté religieuse la plus
importante de la planète, il reste
cependant de nombreuses régions
peu ou pas atteintes par
l'Évangile. Notamment dans une
zone du Sud qui concentre mal- et
sous-développement. La mission
classique garde pour elle tout son
sens, dans le sens gagner des
chrétiens parmi les adeptes des**

religions «primitives» ou mieux encore, parmi les musulmans !

Théologiquement et missiologiquement, le point de départ est différent (et rejoint parfois des positions catholiques) : à savoir une vision de l'être humain assez pessimiste, pécheur, il a besoin de se convertir et de la grâce du Seigneur pour pouvoir être sauvé de la damnation éternelle. Christ est la seule voie du salut (c'est un sujet très sensible pour l'islam qui se sent menacé et contesté par ce genre de phrase), en-dehors de lui, c'est la damnation. Cette vérité est considérée comme universelle et intangible. Les injustices

sociales, les discriminations en tous genres, ou même les atteintes à la création sont secondaires pour lui, elles ne sont pas négligeables, mais viennent après le salut devant Dieu.

La motivation principale est de sauver des individus, de planter des Églises (church planting – il s'agit de communautés locales, voire d'Églises de maison souvent considérées comme les seules vraies), et non de s'occuper des problèmes du monde ! Même s'il faut reconnaître que la dimension diaconale de la foi est de plus en plus présente dans les milieux évangéliques, qui ont fait et font preuve d'inventivité et de

pertinence dans leur travail. C'est leur manière de contextualiser l'Évangile, même si le mot pour eux n'aura pas beaucoup de sens. Dans ces milieux, il faut trouver des angles d'attaque pour l'Évangile dans la culture ou la religion de ceux que l'on veut convertir (ainsi, il existe des livres du monde évangélique expliquant la meilleure manière d'apporter l'Évangile à des musulmans).

Le monde évangélique du fait de sa vision simple (voire simpliste) du monde et de ses problèmes a pour lui de susciter beaucoup d'enthousiasme, un engagement sincère et coûteux sur le plan

personnel de la part de très nombreuses personnes. La vision que j'en donne ici est elle aussi très simpliste ! Entre évangéliques américains, français, suisses, hollandais et allemands il y a d'innombrables variantes...

**Élan général pour
la mission et
projets
particuliers**

**Logique d'une communion
d'Églises**

Face à la crise des relations, qui avec la disparition progressive

des missionnaires au long cours (5), la tentation est grande de sortir d'une logique de communion, de relation fraternelle en Christ, à une logique de relation construite autour de projets, avec début, déroulement et fin, avec des dossiers techniquement complexes, mais obéissant à une logique de soutien ponctuel, et non dans la longue durée. Il est frappant de constater que la Cevaa par exemple ne prévoit plus d'envois sur le long terme, notamment pour les postes pastoraux. Chaque Église est devenue (jalousement ?) indépendante !

Il faut reconnaître que le grand

projet d'une «communauté missionnaire» (Luthériens et Réformés, sur le plan mondial, ont préféré le terme de «communion») pour la Cevaa n'a pas été doté d'outils assez puissants pour pouvoir être réalisé. De grandes relations (souhaitées) entre de nombreux partenaires qui passent par des tuyaux très étroits ! Car la réalité ressemble plutôt à cela : quel vécu commun peut-il bien y avoir entre un membre de l'Église kanak, en proie à de vives tensions internes en raison de choix politiques critiques sur l'indépendance par rapport à la France et une paroisse d'une banlieue de Strasbourg (ou d'ailleurs), confrontée à la

violence urbaine, les trafics de drogues, le délitement de la paroisse, quittée par ses forces vives ? Ce n'est pas tellement différent dans l'ACO : quelle communion entre des protestants égyptiens, tentés par l'exil aux USA, vivant la discrimination et la pression islamiste, et les paroisses rurales se sentant abandonnées en France ? On pourrait multiplier les exemples...

Il faudrait une volonté politique forte et permanente de la direction et de l'ensemble des cadres des Églises locales pour sensibiliser, informer, organiser des rencontres... or la réalité est que la plupart des paroisses et

aussi les directions d'Église ont tant de problèmes immédiats à résoudre pour survivre et essayer de sauver ce qui peut l'être que les organismes missionnaires sont déjà contents lorsqu'une fois l'an, il y a une animation / information sur l'Église Universelle !

Et comment aller au-delà d'une communion qui ne soit réservée exclusivement aux cadres des Églises ? Car c'est une grande tentation. On ne peut maintenir des liens qu'en se rendant visite, mais il n'est pas toujours évident de distinguer ces visites d'une attitude de tourisme d'Église, qui ne va guère en profondeur. Ou de

visite d'affaires, pour justement gérer les projets, sans pour autant approfondir la communion spirituelle, qui doit être l'Alpha et l'Omega, la raison d'être des projets ! Je me souviendrai toujours d'une visite rendue au responsable de la Fédération Protestante d'Égypte, avec lequel nous souhaitions organiser un échange de paroissiens, et qui proposait de venir avec son staff...

(6)

ACO Fellowship a tenté de répondre par la parution d'une lettre de prière rédigée à tour de rôle par les différents membres du Fellowship (Iran, Liban, Syrie, Hollande, Suisse France). C'est

peu de choses, mais c'est un début. Est-ce possible à plus de 50 partenaires ? On peut en douter. L'existence d'un site internet de la Cevaa et d'un autre du Défap permet de suivre l'actualité, mais il faut faire l'effort soi-même.

D'autres essais consistent dans les échanges de groupes de jeunes, d'échanges de pasteurs, qui sont autant de pistes intéressantes et expérimentées à une certaine échelle. Là, la mission fonctionne dans les deux sens, et jeunes (et pasteurs) venant des partenaires en mission reçoivent un message qui leur permet de questionner, d'approfondir et de revitaliser

leur foi et leur théologie !
Certes, on ne convertit plus les païens, mais on convertit le croyant à une plus grande ouverture d'esprit et de cœur.

La vision d'une
communion spirituelle
entre chrétiens de
toutes origines a
besoin de projets
concrets

L'envoi de personnes avec toutes
sortes de qualifications – mais
pas toujours très engagées dans
l'Église, et ne se sentant pas des
âmes de missionnaires, les
rencontres entre pasteurs, entre

jeunes, de paroisse à paroisse sont riches et importantes. Mais cela ne suffit pas : je pense qu'il ne faut pas opposer la logique inhérente à l'idée d'une communion spirituelle (dans laquelle s'exprime la solidarité les uns pour les autres) et la logique de projets concrets : les deux logiques se nourrissent et se corrigent l'une l'autre, à condition de ne jamais oublier la finalité.

Nous avons vu la fragilité des relations missionnaires, que l'on croyait pérennes, et qui peuvent s'effriter et mourir. Elles s'entretiennent par des projets, menés par des personnes en chair

et en os. Celles-ci seront bien plus que des mercenaires, payés pour faire un job, leur vocation est d'être des témoins : boursiers, envoyés, théologiens, experts pour des projets agricoles, médicaux, humanitaires, l'ensemble de l'activité déployée par les organisations ou avec le soutien des organisations doit avoir le but de maintenir les liens fraternels. Lorsqu'un projet commence à mener une vie propre et indépendante, l'organisme financeur n'étant plus perçu que comme un banquier, il a perdu son âme, et dans le cadre de relations missionnaire, son sens et sa raison d'être.

Cela suppose dans tous les sens un gros travail d'information (ou plutôt de témoignage, de partage fraternel) : les nouveaux réseaux de communications offrent des chances pour ce type d'évangélisation (un peu comme les voies romaines ont permis l'expansion du christianisme durant les premiers siècles de son existence).

Le projet doit être utile et obéir à des critères de sérieux, mais bien plus : il doit être un outil pour une plus grande communion. Ceci n'est pas évident, il est difficile pour le donateur de renoncer à sa position de pouvoir que son statut induit, qu'il le

veuille ou non, et il est difficile pour celui qui bénéficie du soutien de ne pas s'autocensurer devant celui auquel il doit des ressources !

Pourtant, même si cela va a contrario des évidences du néolibéralisme économique (qui tient pour évident que celui qui est le plus puissant doit prendre les décisions), il est aussi évident que tout l'Évangile nous invite à une telle attitude !

**Les (nouveaux ?)
fondements de la**

mission

**Une mission extérieure
fidèle aux solidarités
héritées de l'histoire,
mais pas que...**

**Pourquoi le Cameroun ? La Nouvelle
Calédonie ? Le Liban ? Pour le
paroissien de base, un peu
intéressé, ces questions
faususement naïves montrent la
nécessité de savoir pourquoi les
organismes missionnaires sont
présents en certains lieux et pas
en d'autres.**

**Quel est le critère de choix des
lieux vers lesquels va se diriger**

l'élan de mission et de solidarité des Églises de France ? La question n'est pas du tout évidente. On peut interroger plus haut, pourquoi partager sa foi, mais je pars dans le contexte de ce texte du principe qu'il y a un vrai désir de mission et de partage dans le cœur des croyants et des stratèges d'Église auxquels je m'adresse.

Que reste-t-il comme relations entre l'Église Unie de Zambie, l'Église du Lesotho, fondées par de grandes personnalités issues du protestantisme français ? Dès ses débuts, la SMEP avait le souci de ne pas simplement se soucier d'être un auxiliaire chrétien de

la colonisation, mais de transcender par l'Évangile les barrières culturelles. Il faut reconnaître qu'il est difficile sans une forte volonté et des gens engagés de maintenir ces liens. Aujourd'hui, les liens vers ces pays anglophones se font via la Cevaa. Ce n'est que rarement une réalité de prière, de discussion, de partage fraternel sur les questions qui préoccupent les uns et les autres.

Pourtant, il me semble qu'il est essentiel de ne pas jeter aux orties de «vieilles» relations. J'ai été frappé à quel point l'ACO, pourtant acteur modeste auprès des Églises d'Orient, est

respectée pour sa fidélité dans le temps. Syrie et Liban ont vu passer nombre d'ONG effectuant une mission puis laissant les gens aidés se débrouiller pour la suite.

Ce passé ne doit pas enfermer dans la nostalgie de ce qui a été (notamment pour ce qui est des relations parfois peu évangéliques lorsque les relations ont été des relations de pouvoir). Le monde a changé, en bien et en mal. Les problématiques se sont déplacées.

L'un des fondements de l'action missionnaire du 21^e siècle sera, par tous les moyens (dont les projets) d'être aux côtés de ceux que le Seigneur a un jour mis sur

**le chemin des protestants
français.**

**Ceci ne doit pas signifier que ces
relations sont coulées dans le
marbre – parfois il faut
reconnaître leur fin, heureuse ou
non. Et surtout, cette fidélité
aux relations d'autrefois ne
signifie pas que le Défap doit
limiter son action à ces
partenaires-là, ou pérenniser
automatiquement ces relations.**

**Ouverture aux
nouvelautés du siècle :
le devoir de vigilance**

des organismes missionnaires

Le Défap (avec la FPF) avait un temps essayé de construire des relations avec le protestantisme chinois. Cela a complètement disparu de ses radars. D'autres relations ont été ouvertes avec le Nicaragua et son protestantisme, d'autres encore avec Haïti.

Pour la Chine, c'était au moment où une certaine libéralisation permettait à la chrétienté chinoise d'émerger de la clandestinité et de la persécution. Les visites et premiers contacts (années 90) n'ont pas donné de développement.

Un soutien accordé à un organisme de développement chinois (Amity Foundation) par le Conseil Missionnaire UEPAL a un peu prolongé les choses, mais à ma connaissance, il n'y a plus de relations. Pourtant, la réponse aux défis que rencontrent protestants chinois et français (société très séculaire, minorité chrétienne, engagement dans la société) auraient pu créer des convergences, André Appel, alors président de l'ECAAL, en était persuadé.

Pour le Nicaragua, considéré pendant longtemps comme un exemple de théologie de libération ayant réussi, et aussi du fait de la

présence sur les lieux de Georges Casalis, des liens avec la Faculté de Théologie de Managua, l'accueil d'une femme-théologienne-boursière, l'envoi régulier d'enseignants pour de courts séminaires s'est poursuivi. Cela contribue-t-il à une communion entre les Églises de France et du Nicaragua ? On peut en douter.

Haïti, dont le protestantisme connaît une forte croissance (aux dépens du catholicisme, et sous la pression de missionnaires nord-américains), a connu plusieurs phases de relations avec la France. Une première visite exploratoire avait eu lieu dans les années 1990, avec une

proposition de soutien au système scolaire protestant. Philippe Mary y tiendra un vrai rôle. Le tout va un peu s'endormir, et se réveiller lorsque le tremblement de terre de janvier 2010 réveille l'intérêt pour ce pays pauvre entre tous, d'une certaine manière francophone, le créole étant la langue courante.

La question pour le Nicaragua et pour Haïti est un peu la même : dans un protestantisme marqué par une culture congrégationaliste nord-américaine (et donc une habitude de relations bilatérales), y a-t-il une mission, une responsabilité particulière pour la France ?

Il y a aussi eu des histoires qui me laissent perplexe : après le tremblement de terre qui a dévasté l'Arménie le 7 décembre 1988 et son indépendance de l'Union Soviétique en 1991, deux organisations ont vu le jour : Espoir pour l'Arménie, venu de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes de France, et Solidarité Protestante Française avec l'Arménie (SPFA), fondé par Samuel Sahagian, pasteur de l'ERF d'origine arménienne, ayant quitté l'UEEAF trouvée trop fondamentaliste. Jean Alexandre, alors secrétaire général du Défap, s'était rendu sur place. Mais le Défap ne s'est pas vraiment engagé en Arménie, la petite Église

Protestante en Arménie, très évangélique, ne demandait rien à la FPF, elle était probablement occupée à discuter avec l'UEEAF et surtout la grande société missionnaire américaine AAMA. Et SPFA se positionnait sur le terrain culturel et humanitaire. Mais SPFA a un budget très important, provenant en partie du protestantisme français, et fonctionne sur une base de bénévolat associatif ! L'ACO, n'ayant pas de contact direct avec l'Arménie, se tiendra (et se tient encore) aux côtés des deux organisations et soutient ou co-organise des projets avec eux.

Quelle leçon tirer de ces exemples

? Le Défap et autres organisations missionnaires du protestantisme français doivent avoir dans leur cahier de charges une ligne concernant leur devoir de vigilance. De nouvelles relations peuvent surgir, de nombreuses se proposent... rarement totalement désintéressées. Le Défap du fait de son positionnement très particulier peut lui-même percevoir de nouveaux défis, de nouveaux devoirs à accomplir. Où et comment discerner la volonté de Dieu pour le protestantisme français ?

Qui décide de l'ouverture de nouvelles relations de «mission extérieure» ? Et sur quels

critères ?

Voici quelques propositions de principe pouvant guider cette mission de vigilance :

- Le Défap doit fonctionner en immersion dans le réseau protestant français, certes, les trois Églises qui le constituent, mais aussi la FPF et ses Églises membres, la CEEFE (le réseau protestant francophone), (7)**
- Il doit donc être à l'écoute des demandes qui remontent vers lui**
- Et il peut les renvoyer sur d'autres partenaires, mieux outillés que lui pour des raisons de familiarité**

- régionale ou culturelle, ou les prendre en compte pour lui
- Il peut également interpeller d'autres acteurs «mission» pour leur rappeler la nécessaire solidarité dans le protestantisme français pour ces actions

Critères

- Dans les premiers temps, bien cadrer les possibilités du protestantisme français, vérifier la faisabilité des projets, leur utilité, ce que cela change, comment cela enrichit spirituellement et humainement les acteurs locaux et le protestantisme français
- Faire son possible pour

discuter avec des Églises (pas seulement des communautés locales ou des groupes), dans l'élaboration de chartes qui précisent l'objet du projet commun

- Vérifier avec d'autres partenaires œcuméniques (missions européennes, américaines, asiatiques) la pertinence du projet, éventuellement créer des structures (légères !) de concertation.
- Vérifier la faisabilité financière en concertation avec les Églises constituant le Défap
- Enfin, il faudra élaborer une chaîne de décision qui permette

**des décisions collégiales du
protestantisme pour répondre
aux nouveaux défis**

La mission extérieure : une marginalité assumée

**Je me souviens de l'époque où les
réalités missionnaires n'étaient
pas intégrées dans le budget
central de l'Église, qui laissait
faire les spécialistes avec plus
ou moins de bienveillance. Après
une dizaine d'année d'intégration,
un pasteur alsacien, devant la
difficulté à faire passer l'idée
de «mission extérieure» dans les
paroisses, et aboutir à
l'inscription de sommes autres que
ridicules pour cette ligne, disait**

lors d'une réunion : finalement, est-ce que cela ne marchait pas mieux lorsque la mission était portée par un groupe de gens «qui en voulaient» ?

Il me paraît presque normal que l'intérêt pour la mission extérieure ne soit pas automatique, y compris dans nos paroisses, qui ont souvent de vrais problèmes à gérer. Eveiller l'intérêt pour la mission demande beaucoup d'efforts, de témoignages, de constance. Et l'intérêt ne peut être commandé sur le mode administratif par une (ou des) direction d'Église !

Le rayonnement des relations missionnaires demande à grandir en

une réalité spirituelle ! Le COE invite toutes les semaines à prier pour un groupe de pays. Il serait bon d'inviter (de diverses manières, en proposant des thèmes, des textes tout faits, des témoignages) à prier pour ceux qui sont notre proche famille sur le plan spirituel ! Un peu comme le fait la «Journée Mondiale de Prière».

Ceux qui se sentiront vraiment concernés et militants resteront une minorité, et ce n'est pas grave : c'est dans ses marges que l'Église se renouvelle... Souvent, ce sont les anciens coopérants, ceux qui ont participé à un échange avec le Sud (ou l'Orient)

qui retrouvent leurs racines chrétiennes et renouvellent un engagement plus dynamique ! Cela échappe pour une large part à une logique de «faire», lorsqu'une telle expérience réussit, c'est de l'ordre de la grâce (qui fait partie de la promesse). La militance pour la mission, la prière, la solidarité, l'information qui l'accompagnent ne peut être remplacée par un engagement budgétaire, pourtant lui aussi important.

La mission extérieure : en France aussi

Parmi les nouveaux chantiers que la mission doit aux phénomènes

migratoires, aux flux de réfugiés, à la mondialisation et aux réseaux sociaux, il y a l'accompagnement des paroisses confrontées aux problèmes et aux joies des relations nouvelles et inhabituelles auxquelles elles se trouvent confrontées.

Cela justifie amplement à mon avis la présence de Secrétaires Exécutifs chargés de l'animation France, et aussi animation jeunesse. Lectures interculturelles et communautaires de la Bible, rencontres interreligieuses permettent des rencontres qui autrement n'ont simplement pas lieu. Dans un monde où l'on communique comme jamais,

et où l'on ne se comprend pas mieux pour autant, les organisations missionnaires peuvent apporter un témoignage et une expertise indispensable.

Mais là aussi, il est important que les organisations missionnaires ne se croient pas propriétaires de leur savoir-faire et de leur champ d'action : cela peut et doit fonctionner en réseau avec les autres forces vives du protestantisme !

Conclusion

Le Défap et les autres organismes missionnaires européens n'ont pas besoin de «refondation» : leur

fondation, c'est la foi en Christ, c'est l'action de l'Esprit dans le monde, qui bouscule toujours à nouveau les croyants. Comment faire ? C'est là que les choses deviennent difficiles.

Lorsque je considère le monde avec les yeux de ma (petite) foi, je suis fasciné par sa diversité et les multiples manières dont l'Évangile libérateur peut changer la vie des hommes. Je reçois les interpellations qui me poussent à avoir des gestes de solidarité. Je sais aussi mes limites dans ce domaine !

Je vis sous la grâce d'avoir pu vivre des rencontres fantastiques et improbables. Cela nourrit ma

réflexion, ma foi et mon action.
Il ne m'appartient pas de juger et
par là-même de mettre des limites
à l'action de Dieu.

Ici, j'ai essayé de partager mes
réflexions sur le sens que peut
avoir la mission extérieure pour
l'Église du 21^e siècle. En toute
modestie, j'ose espérer que cela
aidera le Défap et les autres
organismes à avancer !

Thomas Wild
Strasbourg, 15 mai 2018

*1) Ainsi, l'EPUdF a créé un poste
pour les relations extérieures –
la personne siège au nom de
l'EPUdF au Conseil du Défap, la*

FPF a ses propres relations extérieures, pour l'UEPAL, il y a un poste pour les relations européennes, sans aucune relation avec les organisations missionnaires

2) pour l'UEPAL : Semis, CASP, etc..., pour la FPF, la Fédération de l'Entraide Protestante, etc...

3) Le document final, issu d'une consultation de plusieurs années (2006-2013), destiné à remplacer une déclaration des années 80, a été approuvé lors de l'AG du Cœ de Busan en 2013. Il a été publié en 2015 en français par les éditions Olivétan, le numéro 2015/1 de «Perspectives missionnaires» lui est consacré.

4) Ainsi, lors de rencontres Orient-Occident ou Nord-Sud, les européens prennent (parfois) conscience des privilèges dont ils

jouissent, qu'ils ont en grande partie hérités, et des frustrations des autres... mais souvent, devant l'apparente impossibilité de changer les choses en profondeur, on oublie ! Dans l'autre sens, les participants du Sud rendent attentifs au sort des personnes âgées dans les pays occidentaux, de la qualité de vie relationnelle et du manque de zèle à participer aux activités d'Église, qui pour eux sont évidents. Plus en profondeur : les clichés des uns sur les autres sont parfois hallucinants ! Et nos partenaires orientaux ont du mal à saisir la non-discrimination des musulmans par les nations européennes, parfois encore considérées comme chrétiennes, alors qu'eux vivent dans des nations musulmanes et

**supportent nombre de
discriminations !**

5) J'ai découvert en Turquie à quel point les ordres missionnaires catholiques poursuivaient à leur manière la présence de missionnaires à vie. Des personnes, prêtres et sœurs surtout, consacrent leur vie à une mission au loin. J'ai vu de tels exemples au Gabon (Foyer de Charité), au Caire (Centre des dominicains) et à Alexandrie (centre jésuite). Cette présence au long cours, impressionnante localement est un vrai témoignage. Mais là aussi, la relève a du mal à se faire.

6) Il faut dire que son point de vue se comprend. À mes débuts à l'ACO, personne n'avait vraiment compris l'organisation du protestantisme égyptien, et la

Fédération n'était pas le bon endroit pour des contacts avec la base. S'ajoute à cela la vraie difficulté linguistique pour un échange, les protestants égyptiens se tournent plus volontiers vers l'anglais-américain que vers le français.

**Les étranges
funérailles de
Jacob !**

Méditation du jeudi 7 février 2019. Nous prions pour notre envoyé aux Antilles et nous terminons la lecture du cycle de Joseph. Cependant, nous parlerons la semaine prochaine de Dina, la sœur de Joseph.



Henri-Joseph de Forestier, La

**mort de Jacob, 1813, Paris,
École Nationale Supérieure des
Beaux-Arts**

**Jacob fit ensuite ces
recommandations à ses enfants
: « Quand je serai mort,
enterrez-moi dans le tombeau
de mes ancêtres. C'est la
grotte située dans le champ
d'Éfron le Hittite, à Makpéla,
près de Mamré, au pays de
Canaan. Abraham a acheté ce
champ à Éfron pour que le
tombeau soit sa propriété.
C'est là qu'on l'a enterré,
ainsi que sa femme Sara, puis**

Isaac et sa femme Rébecca. J'y ai moi-même enterré Léa. Le champ et la grotte qui s'y trouve ont été achetés aux Hittites. » Quand Jacob eut fait ses dernières recommandations à ses fils, il se recoucha, puis il rejoignit ses ancêtres dans la mort. (Genèse 49,29-33)

Joseph se précipita vers son père, dont il couvrit le visage de larmes et de baisers. Puis il ordonna aux médecins qui étaient à son

service de préparer le corps de son père en vue de l'enterrement. Selon la coutume, les médecins passèrent quarante jours à enduire le corps d'huiles parfumées pour le conserver. Les Égyptiens célébrèrent le deuil de Jacob pendant soixante-dix jours.

Quand le deuil de Jacob eut pris fin, Joseph dit aux proches du Pharaon : « Si vous avez de l'amitié pour moi, veuillez transmettre de ma part ces paroles au Pharaon : « Avant de mourir, mon père

m'a fait jurer de l'enterrer au pays de Canaan, dans le tombeau qu'il s'est préparé. Autorise-moi donc à aller l'enterrer maintenant, puis je reviendrai. » » Le Pharaon permit à Joseph d'aller enterrer son père et de tenir ainsi sa promesse.

Joseph se mit en route ; il était accompagné des dignitaires du palais au service du Pharaon, des anciens de toute l'Égypte, de toute sa famille, de ses frères et des autres membres de la famille de son père. On

ne laissa dans la région de Gochen que les petits enfants et le bétail. Le convoi comprenait aussi une escorte de chars ; il était particulièrement imposant.

Ils arrivèrent à Goren-Atad – « l'Aire de l'Épine » –, au-delà du Jourdain. Là, ils célébrèrent solennellement une cérémonie funèbre, très impressionnante. Durant sept jours, Joseph observa le deuil de son père. Les Cananéens qui vivaient dans cette région virent la cérémonie funèbre de Goren-Atad et firent cette

réflexion : « C'est un deuil cruel pour l'Égypte ! » C'est pourquoi cet endroit, situé au-delà du Jourdain, reçut le nom d'Abel-Misraïm, ce qui veut dire «Deuil de l'Égypte».

Les fils de Jacob accomplirent ensuite ce que leur père leur avait ordonné : ils transportèrent son corps au pays de Canaan et l'enterrèrent dans la grotte du champ de Makpéla, près de Mamré. Abraham avait acheté ce champ à Éfron le Hittite pour que le tombeau soit sa propriété. Après avoir déposé

***le corps de son père dans le
tombeau, Joseph regagna
l'Égypte avec ses frères et
tous ceux qui les avaient
accompagnés pour
l'enterrement. (Genèse
50,1-14)***



Le tombeau des patriarches à Hébron

Jacob a exprimé le désir que sa dépouille mortelle soit transportée en Canaan et enterrée dans le tombeau de ses pères. À l'heure de sa mort, il appuie sa demande

d'une sorte de justification de propriété. On se souvient qu'Abraham avait insisté pour acheter la grotte et le champ de Makpela aux hittites afin d'ensevelir Sarah, en refusant leur offre d'accueillir le corps de son épouse dans un de leurs tombeaux.

Jacob vivant cependant en Egypte avec sa famille, il faut une permission pour que sa dépouille passe la frontière.

Pharaon l'accordera, après que le père de Joseph aura reçu l'hommage des larmes de son fils et les

soins d'embaumement des
médecins d'Égypte. Pourquoi
ces 70 jours de deuil
égyptien ? Est-ce pour
manifester de la
reconnaissance envers
Joseph qui a sauvé l'Égypte de
la famine ? Est-ce une manière
de s'accaparer Jacob ? On ne
peut imaginer qu'il ait désiré
tant de faste !

Pourtant un cortège
impressionnant va s'ébranler
autour de Joseph et Jacob,
avec des dignitaires d'Égypte,
les frères de Joseph et des
membres de la famille.

Toutefois, ce voyage ne sera pas l'occasion d'un retour définitif du peuple en Canaan, car les enfants et les troupeaux doivent rester à Gochen. Serviraient-ils d'otages pour s'assurer que les adultes vont bien revenir faire fructifier la terre d'Égypte ? À moins que cela ne traduise la nécessité théologique de séparer ce qui relève de la mort et ce qui relève de la vie. L'heure est d'enterrer Jacob dans le pays de ses pères, mais pas encore, pour ses descendants, d'y retourner durablement !

À leur tour les Cananéens s'émeuvent de la mort de Jacob, et impressionnés par le deuil de 7 jours conduit par Joseph, baptise le lieu « Deuil de l'Égypte ». Enfin Jacob parvient à destination ; il rejoint Abraham, Sara, Isaac, Rébecca, Léa dans le sommeil de la mort.

Ce récit étrange et complexe nous renvoie à la question des rites mortuaires et des coutumes de deuil dans les différentes cultures. Doit-on enterrer ses proches dans le pays d'accueil ou dans le pays

d'origine ? Jusqu'où accomplir les dernières volontés du défunt ? Jusqu'à s'endetter considérablement ? Peut-on faire plusieurs célébrations pour contenter les uns et les autres en cas de pluralisme religieux ou ecclésial ? Comment conjuguer le chagrin personnel, l'accomplissement des rites, les questions juridiques et financières ? Par rapport à cela, que signifient les paroles de Jésus : « Laisse les morts enterrer les morts, et va annoncer le royaume de Dieu ! » ?



Nous prions pour notre envoyé
aux Antilles avec cette prière
de sanctification du Nom de
Dieu, que l'on appelle le
Kadish, qui accompagne le
deuil dans le judaïsme, et qui
a inspiré le « Notre Père ».

*Que ton Grand Nom soit
glorifié*

*Que ton Grand Nom soit
glorifié et sanctifié dans le
monde qu'il a créé selon sa*

*volonté,
Et puisse-t-il établir son
règne, faire fleurir son
salut, et hâter le temps de
ton Messie,*

*De votre vivant et de vos
jours et des jours de toute la
maison d'Israël,*

*Dès que possible et dites :
amen !*

*Puisse son Grand Nom être béni
à jamais et dans tous les
temps des mondes,*

*Béni et loué et glorifié et
exalté,*

*Et élevé et vénéré et élevé et
loué soit le Nom du Saint,
béni soit-il,*

*Au-dessus de toutes les
bénédictiones et cantiques et
louanges et consolations
Proclamés dans le monde, et
dites : amen !*

*Qu'une grande paix venant du
Ciel, ainsi qu'une bonne vie,
et la satiété, et le salut,
Et le réconfort et la
sauvegarde, et la rédemption
et le pardon et l'expiation,
Et le soulagement et la
délivrance nous soient
accordées à nous et à tout
Israël,*

Et dites : amen !

*Que celui qui fait régner la
paix dans les sphères célestes*

*l'étende, dans sa miséricorde,
Parmi nous et dans tout
Israël, et dites : amen !*

**Le pasteur
Basile Zouma,
prochain
Secrétaire**

Général du Défap

Actuellement pasteur dans la Manche, membre du Conseil régional de l'Église protestante unie de France Nord-Normandie et engagé dans la Coordination nationale Évangéliser-Former de l'EPUdF, Basile Zouma prendra ses fonctions de Secrétaire Général du Défap au mois de juillet

2019, succédant ainsi au pasteur Jean-Luc Blanc.



Le pasteur Basile Zouma © DR

Le processus de recrutement entrepris au lendemain de la démission du pasteur Bertrand Vergniol a abouti à la

**nomination du Pasteur Basile
Zouma à ce poste.**

**Basile Zouma est actuellement
pasteur de l'Église
protestante unie de France en
poste dans le département de
la Manche (Églises locales de
Cherbourg Nord-Cotentin et
Saint-Lô Manche Sud) et
président du Conseil du
consistoire de Basse-
Normandie. Il est membre du
Conseil régional de l'EPUdF
Nord-Normandie et engagé dans
la Coordination nationale
Évangéliser-Former de l'EPUdF.**

Au Maroc, l'accompagnement des migrants

Pour aller plus loin :

- [Qui fait quoi ? Le point sur l'équipe du Défap](#)

Basile Zouma est né en Côte d'Ivoire en 1975 de parents burkinabè et a grandi dans un milieu familial multiconfessionnel. Titulaire d'un doctorat en médecine générale obtenu à Casablanca et d'un diplôme universitaire en épidémiologie et recherche

clinique obtenu à Fès, il s'est engagé dans le médico-social pour l'aide, le conseil et l'accompagnement des migrants-réfugiés en transit sur le sol marocain. Son engagement ecclésial au Maroc s'est fait dans le cadre d'une suffragance dans la paroisse de Rabat ainsi que de l'aumônerie du mouvement national pour la jeunesse de l'Église.

Basile Zouma a obtenu un master professionnel de théologie à l'Institut protestant de Théologie,

Faculté de Montpellier. Son ministère actuel sur le terrain s'élargit d'engagements au sein de l'ACAT (Commission Théologie) et l'ACONor (Association Chrétienne Œcuménique de Normandie) dont il assure la coprésidence.

C'est avec beaucoup de joie qu'il sera accueilli dans l'équipe et les instances du Défap ! Il prendra ses fonctions au mois de juillet 2019 et succédera ainsi au pasteur Jean-Luc Blanc qui quittera le Défap à la fin du

mois de juillet.

**Grand débat
national : des
outils pour
repenser la
politique**

migratoire

La Cimade met à disposition des citoyennes et citoyens qui souhaitent participer au grand débat national, ses cinq propositions majeures pour une politique migratoire différente.



**Jusqu'au 15 mars, les
citoyennes et citoyens ont
la possibilité de
participer et contribuer à
une consultation nationale
initiée par le
gouvernement, et qui fait
suite notamment au
mouvement des gilets
jaunes. Dans les sujets
évoqués, l'immigration et
l'intégration sont
couvertes par quatre
questions.**

Pour aller plus loin :

- [Contribuer au grand débat national : l'article sur le site de la Cimade](#)
- [«On n'empêche pas l'humanité de se mouvoir»](#)
- [Les demandes d'asile en 2017 en France et en Europe : bilan de la Cimade](#)
 - [Des rencontres pour faire tomber les préjugés, une initiative de la Cimade](#)
 - [Le point sur le délit de solidarité avec Amnesty International](#)
 - [Le site de l'Ofpra](#)
 - [Le site du HCR](#)

Il nous semble important que chaque personne engagée pour une autre politique migratoire puisse participer à ce débat avec des informations actualisées et vérifiées, des propositions concrètes

**et des arguments juridiques
et éthiques solides.**

**Afin d'outiller les
citoyennes et citoyens
sensibles à cette cause, La
Cimade a actualisé ses 5
propositions majeures pour
améliorer durablement le
sort des personnes
migrantes et réfugiées et
un document de décryptage
des 13 préjugés sur les
migrations qui sont
régulièrement énoncés dans
les discours politiques ou**

relayés par certains médias.

Elle met également à disposition de chacun·e ses petites guides de sensibilisation qui contiennent de nombreux arguments pour contredire les stéréotypes et la xénophobie qui s'expriment parfois dans ces consultations (à consulter en ligne :

· [Petit guide – Lutter](#)

contre les préjugés

· Petit guide – Comprendre
les migrations
internationales

· Petit guide – Dénoncer
la machine à expulser

La Nouvelle-

Calédonie à l'honneur

**Cette semaine, plusieurs
représentants des
Églises de Nouvelle-
Calédonie étaient en
visite en France. À
cette occasion, le
professeur Frédéric
Rognon a animé le jeudi
31 janvier, à la Maison**

du protestantisme, à Paris, une conférence-débat sur le thème : «La Nouvelle-Calédonie après le référendum : quels défis pour les Églises ?»



Les délégués des Églises

***calédoniennes, en visite
en France, faisant la
coutume à l'AG de la
Fédération Protestante
de France, 26 janvier
2019 © Défap***

**Les invités sont arrivés
au Défap, où ils étaient
hébergés, quelques jours
avant les premières
rencontres à la Maison
du protestantisme, au 47
rue de Clichy, dans le**

**neuvième arrondissement
: une délégation des
Églises de Nouvelle-
Calédonie, présente à
Paris à l'invitation de
la Fédération
Protestante de France
(FPF), qui tenait son
Assemblée Générale.
Cette délégation
comprenait le pasteur
Var Kaemo, président de
l'Église protestante de
Kanakys Nouvelle-**

Calédonie (EPKNC) et son épouse la pasteur Marie-Claire Kaemo, directrice du Centre de Formation Pastorale et Théologique de Béthanie ; le pasteur Yvon Dea, président des Assemblées de Dieu de Nouvelle-Calédonie ; le pasteur et aumônier Marc Perrin, Assemblées de Dieu de Nouvelle-Calédonie ; le pasteur André Beïnon,

**président de l'Église
évangélique libre de
Nouvelle-Calédonie.**

**Les membres de cette
délégation étaient
également invités à la
conférence-débat animée
le jeudi 31 janvier par
le professeur Frédéric
Rognon, sur le thème :
«La Nouvelle-Calédonie
après le référendum :
quels défis pour les**

Églises ?». Car dans cette terre loin de la métropole et de sa conception de la laïcité, la religion a un rôle crucial à jouer. Selon ce mot de l'ancien Haut-Commissaire Vincent Bouvier : «Ce sont des hommes d'Église qui ont permis, souvent en désaccord avec les autorités de l'époque, de poser un regard

différent sur l'identité Kanak. La religion a un rôle majeur à jouer dans la gestion des tensions et le maintien du dialogue.» Et de Maurice Leenhardt jusqu'à Jacques Stewart, les protestants de métropole et ceux de Nouvelle-Calédonie entretiennent depuis longtemps des relations singulières. Ce qu'avait rappelé

**François Clavairolly, le
président de la FPF, en
évoquant «l'histoire
partagée du
protestantisme kanak et
du protestantisme
anglais puis français» à
la suite de sa visite
dans l'île en mai 2018
en compagnie d'Emmanuel
Macron, à quelques mois
du référendum
d'autodétermination qui
s'est déroulé en**

**novembre, et a vu la
victoire, attendue mais
moins nette que ne le
prédisaient les
sondages, du maintien
dans la France.**

**Coutume et
multicultural
isme**

Pour aller plus loin :

- [Nouvelle-Calédonie : présentation et actualité du Défap](#)
- [La coutume Kanak : présentation et explication avec un dépliant de la Maison de la Nouvelle-Calédonie](#)
- [Le site du GIP Cadres Avenir](#)
- [Retour sur la mobilisation autour du lycée protestant Do Neva](#)

Si ce rendez-vous électoral s'est passé sans explosion, les principaux problèmes de la société calédonienne demeurent. Une société qui reste très inégalitaire, avec une grande différence entre

**les îles et la grande
ville, Nouméa : d'un
côté, un mode de vie qui
reste traditionnel, avec
une forte intégration
sociale et familiale, et
de l'autre, une société
devenue multiculturelle,
ouverte sur des
influences très
diverses, avec des modes
de vie très différents,
une croissance forte
d'Églises évangéliques**

d'implantation récente...

**Depuis l'accord de
Nouméa, les Kanak
disposent d'un statut
civil particulier,
formalisé par l'article
75 de la Constitution,
appelé «statut
coutumier», et ne sont
pas soumis au code
civil. La coutume régit
tous les aspects de la
vie des Kanak, avec ses**

offrandes et ses rites
qui rythment toutes les
étapes de l'existence,
naissance, mariage,
deuil, alliance et
pardon entre clans : ces
règles «définissent les
devoirs et les
obligations vis-à-vis de
la communauté, mais
aussi le lien à la terre
et au sacré», comme le
souligne Emmanuel
Tjibaou, fils de Jean-

**Marie Tjibaou et
directeur du centre
culturel Tjibaou à
Nouméa. Mais les Kanak
sont aujourd'hui
minoritaires, ce que
montrent bien les
chiffres du dernier
recensement : en 2014,
39,05% des habitants se
sont déclarés Kanak,
27,2% européens, 33,75%
(soit plus du tiers) se
réclamant d'autres**

communautés, notamment
vietnamienne ou
indonésienne. Un
cosmopolitisme que
reflète la ville de
Nouméa. Entre ces deux
images très contrastées
de la Nouvelle-
Calédonie, les jeunes –
et en particulier les
jeunes Kanak – peinent à
trouver une place.
Certains rejettent le
modèle traditionnel et

**le poids de la coutume
pour rejoindre Nouméa.
Mais la ville est aussi
le lieu où les
inégalités s'affichent
de la manière la plus
flagrante : «il y a là-
bas environ 10.000
personnes qui vivent
dans des squats»,
souligne Tünde Lamboley,
responsable du suivi des
relations avec la
Nouvelle-Calédonie au**

sein du Défap.

**Place des Églises et de
la coutume, suites du
référendum**

**d'autodétermination et
invention d'un «destin
commun» en Nouvelle-
Calédonie, relations
avec la métropole : une
table ronde animée par
Didier Crouzet,
secrétaire général de
l'EPUdF, a réuni le 26**

janvier au 47 rue de
Clichy, à la Maison du
protestantisme, les
pasteurs Var et Marie-
Claire Kaemo, le pasteur
André Beïnon et les
pasteurs Yvon Dea et
Marc Perrin, hôtes
d'honneur de l'assemblée
générale de la FPF.

**Toujours à l'occasion de
cette visite de la
délégation des Églises
de Nouvelle-Calédonie,
Place des protestants,
le programme de Présence
protestante diffusé le**

**dimanche 10 février,
sera consacré au
protestantisme dans
l'île.**

«Être

**pleinement
là où Dieu
nous a
placés»**

**Une vingtaine
d'étudiants de
l'Institut Protestant
de Théologie ont**

**participé le mardi 22
janvier au «déjeuner-
culte» organisé au
Défap – des rendez-
vous lancés en
février dernier pour
rapprocher le Défap
et l’IPT, et qui ont
désormais leurs
habitués. Au menu :
repas, chants,
méditation et
échanges sur un texte**

**biblique. Les
échanges ont tourné
autour de la figure
de Joseph, et de la
condition des
minorités. Avec des
résonances très
actuelles, dans un
contexte de
mondialisation qui
voit les sociétés, et
les Églises, s'ouvrir
de plus en plus à une**

diversité de cultures.



***Déjeuner-culte au
Défap, 22 janvier
2019 © Défap***

**Lancés il y a un peu
moins d'un an, les**

**«déjeuners-cultes»
sont désormais bien
inscrits dans les
habitudes du Défap...
et dans celles des
convives venus de
l'IPT. Ces rendez-
vous ont leur petit
groupe d'habitués ;
ils rassemblent en
général entre une
quinzaine et une**

**vingtaine d'étudiants
de l'Institut
Protestant de
Théologie. Au menu :
repas, chants,
méditation et
échanges sur un texte
biblique. Ambiance
décontractée et bonne
humeur autour de la
table. Repas et
textes bibliques**

**servant de base aux
échanges sont
proposés par les
pasteures Tünde
Lamboley et Florence
Taubmann, du service
Animation – France du
Défap. Objectif :
resserrer les liens
entre le Service
Protestant de Mission
et l'Institut**

**Protestant de
Théologie, deux
institutions voisines
(elles sont placées à
200 m de distance le
long du boulevard
Arago) mais qui se
connaissent peu.**

**Les invités reflètent
la diversité des
promotions de
l'Institut Protestant**

**de Théologie. En ce
22 janvier, ils sont
un peu moins d'une
vingtaine à se
retrouver dans la
salle à manger du
Défap, dont quatre
nouveaux. Pour
introduire le repas,
Tünde Lamboley a
choisi une prière
venue en droite ligne**

**de Nouvelle-
Calédonie, en
l'honneur de la
délégation qui doit
bientôt arriver en
métropole et qui sera
reçue par la
Fédération
Protestante de France
: «Nous te prions,
Seigneur, pour que
les humains**

**apprennent à
respecter tes
créatures, à
comprendre à quel
point nos survies
sont liées (...) Nous
te prions, Seigneur,
pour ceux qui ne
veulent vivre que
pour eux-mêmes ou
leur famille proche,
pour ceux qui**

**refusent d'être
solidaires, pour ceux
qui ne savent qu'être
méfiants à l'égard
des autres...»**

**La «double
mission» de
Joseph**

Pour aller plus loin :

- [Premier «déjeuner-culte» avec les étudiants de l'IPT](#)
- [Théologie et Mission d'hier et d'aujourd'hui au menu des étudiants de l'IPT](#)
- [Une journée au Défap pour les futurs pasteurs](#)
- [Une visite pour toucher du doigt l'histoire de la Mission](#)

**Sitôt après le repas,
alors que le café se
prépare, Florence
Taubmann se lève et
prend la parole :
voici le temps de la
méditation biblique.
«Toutes les semaines,
explique-t-elle, je**

**propose un texte qui
est mis en ligne sur
le site du Défap. Et
voilà plusieurs mois
déjà que j'ai
commencé à travailler
sur le cycle de
Joseph. Lors du
dernier repas que
nous avons pris
ensemble ici, nous
avons partagé la**

**lecture d'une partie
de ce cycle : un
extrait du chapitre
41 de Genèse, au
cours duquel Joseph
désormais installé en
Égypte avait reçu un
nouveau nom, un nom
égyptien, mais
décidait néanmoins de
donner à ses deux
fils des prénoms**

**hébraïques. Je suis
toujours dans la
suite de ce cycle et
je vais en arriver
bientôt au moment où
Jacob va bénir les
deux fils de Joseph.
L'intuition initiale
qui m'avait poussée à
entamer cette série
de méditations,
c'était celle de la**

«double mission».
Elle est bien visible
dans le cas de Joseph
: il a bel et bien
une mission vis-à-vis
de son peuple et vis-
à-vis du pays qui l'a
accueilli, l'Égypte ;
et à travers
l'épisode de la
famine, il va être
amené à sauver à la

**fois le peuple qui
l'accueille, et le
peuple dont il est
issu. Cette**

**problématique de la
double mission m'a
paru très
intéressante dans le
contexte actuel,
celui de la
mondialisation, alors
que nos pays sont de**

**plus en plus
multiculturels. Elle
peut résonner
fortement avec de
nombreux parcours
aujourd'hui : quand
je suis amené à vivre
dans un autre pays,
quelle est ma mission
en ce lieu ? Ai-je
toujours une mission
par rapport au pays**

**dont je viens ? Puis,
en m'intéressant de
plus près au cycle de
Joseph, je me suis
rendue compte qu'il
est riche d'une
multitude de
thématiques qui
touchent aux
questions
anthropologiques
fondamentales ; tout**

**ce cycle nous offre
des lieux de
discussions,
d'échanges
interculturels
passionnants.»**

**Pour ce jour, le
texte choisi est
extrait de Genèse 47
: on y voit Joseph,
alors que sévit la
famine qui frappe à**

**la fois l'Égypte et
tous les pays
avoisinants, faire
venir sa famille, qui
s'installe dans le
pays grâce à
l'accueil
bienveillant de
Pharaon. Mais
parallèlement, ce
même Joseph, en zélé
serviteur du**

**souverain égyptien,
met en vente les
réserves accumulées
pendant les sept
années d'abondance.
Les habitants du
pays, n'ayant plus de
nourriture et bientôt
plus de moyen d'en
acquérir, en sont
réduits à vendre
leurs troupeaux,**

**leurs terres, et même
à se vendre eux-mêmes
comme esclaves de
Pharaon, qui en vient
à faire du pays
entier, terres,
troupeaux et
habitants, sa
propriété
personnelle...**

L'ambiguïté du sort de la minorité

**«C'est un passage
très dense, note
Florence Taubmann, et
qui pose beaucoup de
questions. On voit
ici que Joseph assume
pleinement sa double**

**identité : hébreu au
pays des Égyptiens,
il a épousé une
égyptienne, mais son
projet, c'est d'avoir
sa famille réunie
autour de lui. Voilà
comment il l'installe
en diaspora au moment
de la famine. Mais
cela pose une autre
question : c'est**

**l'ambiguïté du sort
de la minorité.
Quelles relations
entretient-elle avec
les habitants du
pays... et avec le
pouvoir ? En fonction
de l'évolution de la
situation du pays, ne
risque-t-elle pas de
devenir une variable
d'ajustement, surtout**

**dans le cas de
régimes autoritaires
? Quand une minorité
atteint un niveau
socio-économique
élevé, quand elle
semble avoir des
relations
privilégiées avec le
pouvoir qui la
favorise, mais qui la
tient en même temps,**

**elle peut devenir en
cas de crise le bouc
émissaire de tout un
peuple aux abois. Et
on a là, avec le
peuple hébreu en
Égypte, tous les
ingrédients d'un tel
retournement...»**

**Tünde Lamboley, qui a
longtemps vécu en
Hongrie, témoigne**

**pour sa part : «Quand
on vit dans un autre
pays – et c'est mon
cas – Joseph est un
personnage très
parlant : il vit
pleinement dans la
contrée qui l'a
accueilli, mais il
garde tout de même ce
lien ineffaçable
d'une promesse**

**originelle, à
laquelle il revient
toujours. Dans la
vie, d'où qu'on
vient, où qu'on
aille, il faut être
clair sur qui on est.
On peut aussi
ressentir une forme
de culpabilité vis-à-
vis de ceux qui sont
restés au pays...» Les**

**échanges sont lancés
; autour de la table,
chacun élargit
l'exemple de Joseph à
d'autres contextes.
«Être au clair sur
qui on est, commente
un étudiant, la
question se pose pour
les personnes qui
doivent changer de
pays ; mais on peut**

**la vivre aussi à
l'IPT, où se croisent
des étudiants qui
n'ont pas la même
culture, ne viennent
pas de la même
Église... Et de même,
pour celles et ceux
qui deviendront
pasteurs, il faudra
accepter d'être
envoyés dans des**

lieux, des paroisses,
qu'ils ou elles
n'auraient pas
forcément choisis...»

Florence Taubmann
intervient : «Il y a
toujours un sens à
être là où on est :
Joseph n'avait pas
choisi de se
retrouver en Égypte...
C'est un thème que

**l'on retrouve dans
divers textes
bibliques : on a
souvent comparé ce
cycle de Joseph au
livre d'Esther, qui
est du même courant
diasporique –
l'histoire d'une
jeune Juive vivant à
la cour du roi perse
Xerxès et parvenant à**

**sauver son peuple
d'un pogrom. Dans les
deux cas, ce sont des
livres qui nous
disent que l'on peut
être pleinement soi-
même tout en vivant
ailleurs. Être
pleinement là où Dieu
nous a placés.»**
**«Chacun, note encore
un convive, peut**

**vivre à n'importe
quel moment de sa vie
une situation où il
se sentira étranger ;
d'où l'importance de
garder ou de tisser
des liens, d'être en
communauté.» Un autre
souligne : «Il est
important de se
rappeler, dans les
«périodes**

**égyptiennes» de notre
vie, qui nous sommes
et où est notre terre
promise...»**

**«Former à
une
citoyenneté
é
responsable**

e»

**Rencontre avec un
boursier du Défap :
Rosin Bantsimba
Sita Loussemo.
Pasteur de l'Église
Évangélique du
Congo (Congo-
Brazzaville), il**

**est actuellement en
troisième année de
thèse et poursuit
des recherches
notamment à
l'Institut
Protestant de
Théologie, faculté
de Montpellier. Ses
travaux tentent de
montrer comment, à**

**partir des écoles
de l'Église et en
mettant en
application les
valeurs
protestantes, il
est possible de
former les jeunes à
une citoyenneté
responsable.**

